

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 18/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPEN

Le Mont Tornu
Billy
14190 Valambray

Références : 2024.264
Code AIOT : 0005302839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement SPEN implanté Le Mont Tornu 14370 Valambray. L'inspection a été annoncée le 07/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'incendie survenu le 12 janvier 2023 sur la plateforme de compostage exploitée par SPEN, voisine de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), une inspection a eu lieu le 17 janvier 2023. Lors de cette visite, il a été constaté que le bassin A situé sur l'ISDND, alimentant les poteaux assurant la ressource nécessaire en cas d'incendie, était presque vide. Après échanges entre la société SPEN et le SDIS, l'exploitant a transmis le 21 décembre 2023 un porter-à-connaissance relatif aux travaux de mise en conformité du bassin A et à l'aménagement d'une voirie lourde d'accès au bassin B.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEN
- Le Mont Tornu 14370 Valambray
- Code AIOT : 0005302839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SPEN, filiale du groupe VEOLIA, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située sur la commune de Valambray (commune déléguée Billy), autorisée par arrêté préfectoral du 24 mai 2011, pour une capacité annuelle maximale de 80 000 tonnes de déchets non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Hauteur des lixiviats dans les casiers	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.3.1 et 10.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Travaux sur le bassin A de stockage des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 1.3.1 et 8.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Maintien des moyens de lutte contre l'incendie pendant les travaux	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 1.3.1 et 8.6.2	Sans objet
4	Travaux sur le bassin B de stockage des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 1.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif de constater l'achèvement des travaux prévus dans le porter-à-connaissance du 21 décembre 2023. La voirie lourde d'accès au bassin B a bien été réalisée. Cependant, les travaux sur le bassin A n'étaient pas terminés.

Le jour de la visite, il a également été constaté une hauteur de lixiviats trop importante dans le

casier 1 de la zone centre Billy 2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur des lixiviats dans les casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.3.1 et 10.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des lixiviats dans les casiers
Prescription contrôlée : Article 9.3.3.1 L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu pour limiter la charge hydraulique de préférence à 30 centimètres, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante, [...]. Article 10.3.2 [...] Tous les mois : - Une mesure de la charge hydraulique en fond de casier, au niveau des puits mixtes (biogaz) et lixiviats) ainsi qu'au niveau du poste de relèvement. Les relevés sont consignés dans un registre. [...]
Constats : Lors de la visite, l'exploitant indique que la hauteur maximale de lixiviats n'est pas respectée dans le casier 1 de la zone centre (Billy 2). En effet, il est constaté une hauteur de 2.02 mètres au niveau du puits de relevage de lixiviats, dépassant largement l'épaisseur de la couche de drainage de 50 centimètres située en fond de casier. Ceci constitue une non-conformité. Le registre des hauteurs de lixiviats fourni par courriel le 12 avril mentionne une hauteur de 50 centimètres le 31 janvier, 1.50 mètres le 29 février et 1.98 mètres le 29 mars. Le bas du massif de déchets est inondé de lixiviats, ce qui est susceptible de perturber la fermentation anaérobie et d'engendrer des nuisances olfactives. L'exploitant informe l'inspection que les capacités de traitement des lixiviats ont été réduites temporairement lors de la maintenance d'une des deux chaudières. Il a donc décidé de laisser monter en charge le casier 1 de la zone centre en réduisant le pompage des lixiviats. L'exploitant indique que le redémarrage de la chaudière va lui permettre de retrouver une capacité de traitement optimale et qu'il va continuer les exports pour traiter une partie des lixiviats en dehors du site. Cependant, il n'est pas en mesure de préciser les volumes à pomper et traiter pour revenir à une hauteur de lixiviats en fond de casier inférieure à la couche drainante, ni de s'engager sur un calendrier de remise en conformité. Il a également été constaté que les gyrophares témoins situés sur le coffret au niveau du puits de relevage de ce même casier permettant d'indiquer un dépassement de la hauteur de lixiviats ou un défaut de pompage ne sont pas fonctionnels car éteints. L'inspection des installations classées regrette de ne pas avoir été informée de la situation bien plus tôt et qu'aucun échange n'ait eu lieu concernant les choix de l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection va proposer au préfet du Calvados de mettre en demeure l'exploitant de revenir à une hauteur de lixiviats inférieure à la couche drainante de 50 centimètres dans le casier 1 de la zone centre (Billy 2) sous un délai d'un mois.

<p>Dès à présent, l'inspecteur demande à l'exploitant de transmettre hebdomadairement à l'inspection le relevé de la hauteur de lixiviats dans ce casier ainsi que les volumes pompés sur la semaine.</p> <p>Par ailleurs, il lui est demandé de remettre en service le gyrophare témoin sous 48 heures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1mois

N° 2 : Maintien des moyens de lutte contre l'incendie pendant les travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 1.3.1 et 8.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien des moyens de lutte contre l'incendie pendant les travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.3.1 :</p> <p>Les installations et leur annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, à l'exception des modifications apportées par le présent arrêté.</p> <p>Article 8.6.2 :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau constituée au minimum de 1350 m³ par l'intermédiaire du bassin de stockage des eaux de ruissellement interne, dit « bassin A » implanté à l'Est du site, à proximité des zones de stockage Centre et Sud. [...] - des réserves de matériaux inertes convenablement réparties et en quantité adaptée au risque à proximité de la zone de stockage en cours d'exploitation, sans être inférieure à 500 m³. [...]
<p>Constats :</p> <p>La société SPEN a transmis le 21 décembre 2023 un porter-à-connaissance relatif aux travaux de mise en conformité du bassin A et à l'aménagement d'une voirie lourde d'accès au bassin B.</p> <p>Par courriel du 24 janvier 2024, l'exploitant informe l'inspection que les moyens de défense incendie pendant les travaux seront assurés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le maintien d'un niveau haut d'eau dans le bassin B de capacité 700 m³, - une convention avec la société TIMAB PHOSPHEA pour l'utilisation de leur réserve de 120 m³, - le maintien d'un stock de matériau inerte de plus de 500 m³ en vue d'étouffer un éventuel départ de feu. <p>La visite a permis de constater sur le terrain la présence de la réserve de 120 m³ d'eau, d'un stock de matériau inerte à proximité immédiate du massif de déchets et le niveau haut du bassin B.</p> <p>Il est également prévu dans le porter-à-connaissance le maintien d'une réserve de 600 m³ d'eau dans l'alvéole 4 du casier 3 (alvéole étanche en attente de réception des premiers déchets) afin d'assurer une remise en eau rapide du bassin A après travaux.</p> <p>Lors de l'inspection, il est effectivement constaté le maintien de cette réserve d'eau.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Travaux sur le bassin A de stockage des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 1.3.1 et 8.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux sur le bassin A de stockage des eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Article 1.3.1 : Les installations et leur annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, à l'exception des modifications apportées par le présent arrêté. Article 8.6.2 : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : - une réserve d'eau constituée au minimum de 1350 m ³ par l'intermédiaire du bassin de stockage des eaux de ruissellement interne, dit « bassin A » implanté à l'Est du site, à proximité des zones de stockage Centre et Sud. [...]
Constats : Comme évoqué dans le point de contrôle n°2, la société SPEN a transmis le 21 décembre 2023 un porter-à-connaissance relatif aux travaux de mise en conformité du bassin A devant permettre le maintien de 1350 m ³ d'eau, par la construction d'une digue de séparation. Le calendrier présent dans le dossier indique une remise en eau fin mars. Le 28 mars, jour de la visite, la pose de la géomembrane sur le mur de séparation n'est pas terminée, le bassin est donc vide. L'exploitant n'a pas respecté le calendrier qu'il s'était fixé et ne dispose pas à ce jour des 1350 m ³ d'eau prévus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection va proposer au préfet du Calvados de mettre en demeure l'exploitant de remettre en eau le bassin A sous 15 jours. Le dossier des ouvrages exécutés sera transmis à l'inspection dès la fin des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15jours

N° 4 : Travaux sur le bassin B de stockage des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 1.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux sur le bassin B de stockage des eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Les installations et leur annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, à l'exception des modifications apportées par le présent arrêté.
Constats : Le porter-à-connaissance du 21 décembre 2023 concerne également la création d'une voirie lourde permettant l'accès des véhicules incendie au bassin B. L'inspection a permis de constater la réalisation des travaux conformément au dossier transmis par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite